

Être un citoyen à l'ère numérique : entre libertés et responsabilités

Une revue rapide des protections et des droits traduits sur le Net

Fiona Vercelli
Chargée de projet TNE 38
Juriste Cyberjustice

Propos introductifs

Le numérique : une « révolution graphique ».

Antoine GARAPON et Jean LASSEGUE, Justice Digitale (2018)

L'information est devenue un intermédiaire incontournable qui **restructure notre perception du monde**.

Le numérique transforme notre société.

Les enjeux inhérents à cette évolution

Elle soulève des risques d'emprise, de désinformation et de désenchantement. Ces enjeux ne proviennent pas seulement d'une mauvaise utilisation des technologies, mais aussi de la structure même des algorithmes, conçus pour « mieux apprécier » un grand nombre de situations, ce qui peut potentiellement aliéner notre jugement et notre autonomie.



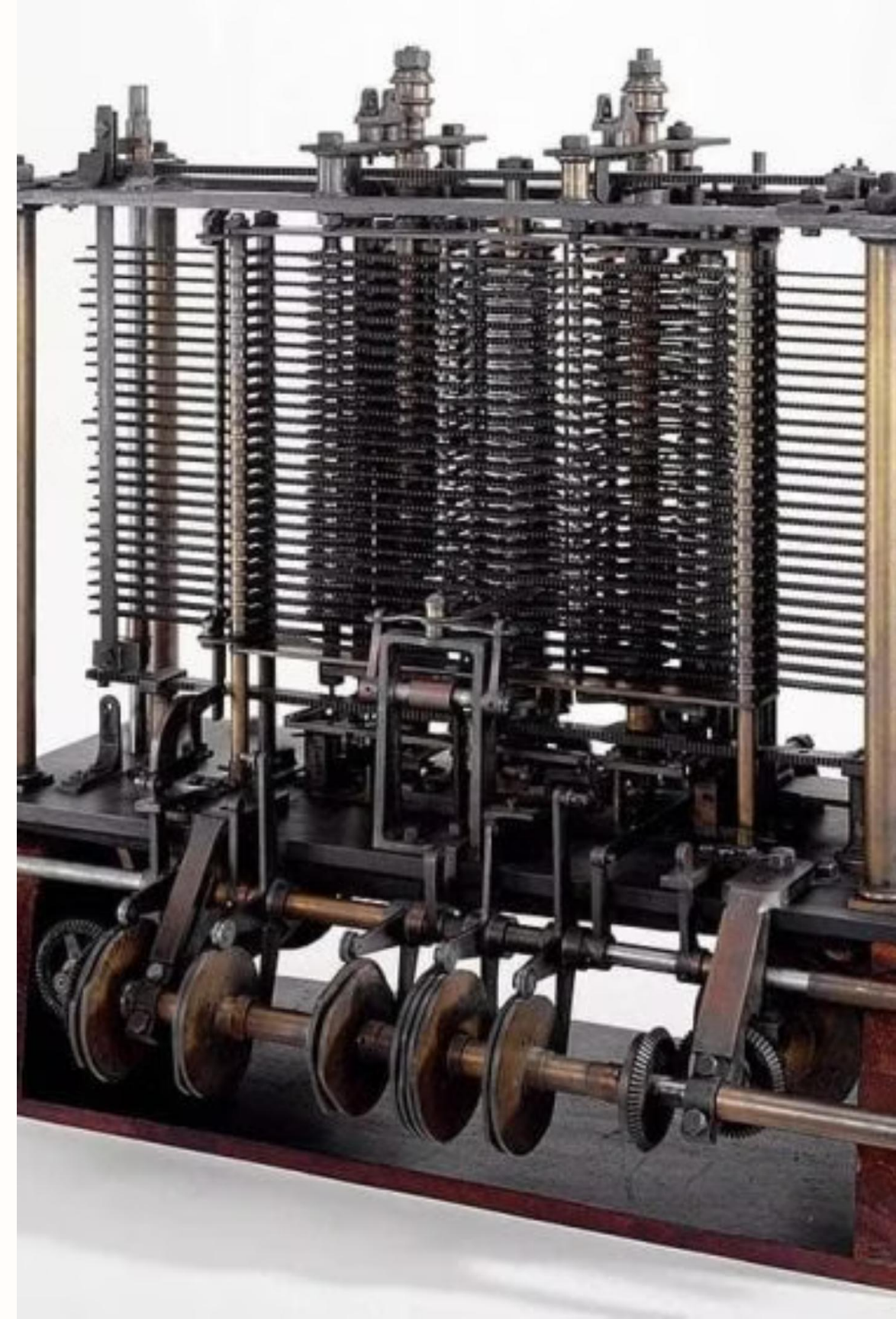
C'est quoi, le numérique ?

Le numérique est principalement une manière de **représenter et de stocker l'information**.

Sa montée en puissance a commencé avec la **machine de Babbage** et Ada Lovelace.

Le concept moderne : une portée élargie

- La définition moderne est **plus large**, englobant une multitude de domaines.
- Cela inclut l'informatique, les réseaux, Internet, les objets connectés, etc.



À qui appartient Internet ?

Propriété et gestion

Internet appartient à des **opérateurs privés** et **fournisseurs** (propriétés privées).

Limitations des acteurs

Ces acteurs ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent.

Perception

Dans son ensemble, Internet est largement perçu comme un **bien commun**.

L'ambivalence du numérique

Les technologies numériques présentent une grande ambivalence :

Aspects positifs

Elles sont séduisantes, performantes et pratiques.

Aspects négatifs

Elles peuvent être intrusives et incontrôlables.

Cette ambivalence explique la nécessité de **protection des données personnelles**.

Être un individu sur Internet

L'identité numérique

L'identité sur le Net soulève de nombreuses questions. Sur Internet, nous ne savons pas toujours à qui nous avons affaire (adresses IP).

Faut-il forcer la fin de la pseudonymisation sur Internet ?

Communication et participation

Communiquer sur Internet signifie s'exprimer sur les réseaux sociaux, mais aussi consommer et produire du contenu. C'est le principe même des réseaux sociaux : **tout consommateur peut devenir producteur d'information.**



Les bulles de filtre

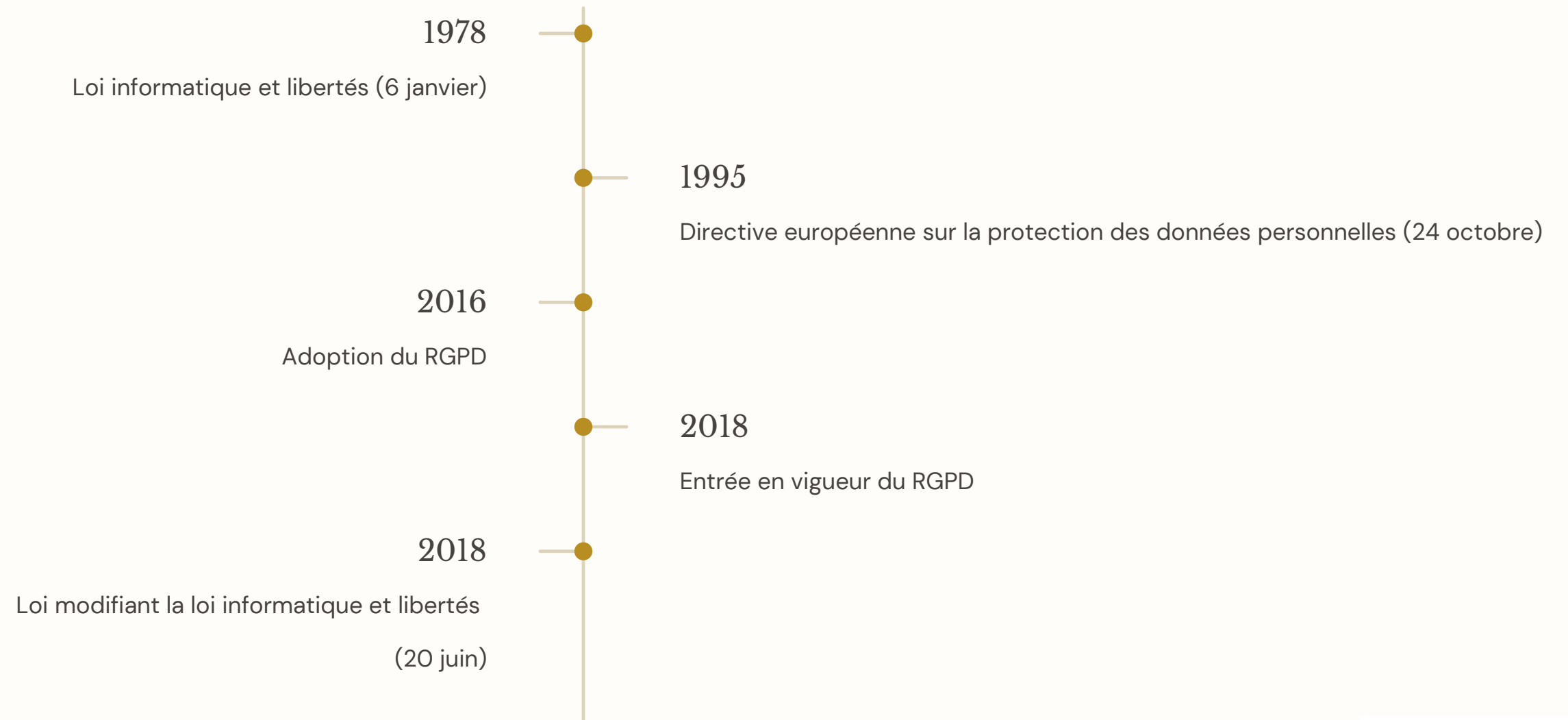
Nous sommes confrontés au phénomène des **filtres inconscients**.

L'internaute n'accède qu'à une sélection personnalisée du contenu disponible.

Numérique et protection des données

Principe : Être tout autant protégé dans le monde numérique, que dans le monde physique.

Frise chronologique de l'évolution du droit :



Les données personnelles

Définition

Elles permettent **d'identifier une personne physique**.

Définition légale : article 2 Loi informatique et libertés, article 4 RGPD.

Définitions larges, extensives et non exhaustives pour inclure de nouveaux éléments.

Exemples

Dès qu'une information peut être rattachée à une personne physique, elle peut être qualifiée de donnée personnelle.

Données personnelles sensibles

Définition légale

Définies à l'article 8 de la loi informatique et libertés et à l'article 9 du RGPD.

Rapport avec des éléments particulièrement **intimes**.

Exemples

- Vie sexuelle
- Opinion politique
- Origine raciale
- Conviction religieuse
- Appartenance syndicale

Régime particulier

Les traitements sont **en principe interdits**.

- Exceptions : but médical ou de recherche, intérêt public avec autorisation de la CNIL, consentement exprès, etc.



L'adresse IP ?

Définition technique

Techniquement, c'est une information qui identifie une machine ou un réseau local.

Seulement **indirectement** une personne.

Jurisprudence

Cour de cassation (novembre 2016) : il s'agit d'une donnée personnelle.

CJUE (octobre 2016) : également jugé en ce sens, dès lors qu'elle permet, **en conjonction avec d'autres moyens**, d'identifier nominalement l'internaute.

Position des autorités

La CNIL avait également pris position en ce sens.

Le RGPD lui-même explique qu'une adresse IP peut permettre d'identifier son titulaire.

La CNIL

Définition et création

Autorité administrative indépendante (1978).

CNIL = Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Mission

Chargée de veiller à la protection des données personnelles dans les traitements **informatiques** ou **papiers**, publics et privés.

Dimension européenne

Il y a des équivalents de la CNIL dans **tous les États de l'UE** : pour former le **CEPD** (Comité Européen de la Protection des Données).

Le RGPD

Présentation

Entrée en application en mai 2018.

Règlement de l'UE qui vise à protéger les données personnelles des individus.

Article 6 - Fondements légaux

Pose **six** fondements légaux pour traiter les données.

Les grands principes du RGPD

- **Minimisation** des données collectées (on restreint le volume)
- Limitation des **finalités** (on restreint les causes)
- Limitation de la **conservation** (on restreint la durée)
- **Intégrité** et **confidentialité** (on restreint l'accès)
- **Transparence** (obligation d'information)



Droits de l'Homme à l'ère numérique

À l'ère numérique, la protection des droits de l'Homme est devenue un enjeu crucial.

Sans ces droits, certains acteurs peuvent se livrer à des abus. De nombreux exemples sur les réseaux sociaux illustrent ces défis, notamment avec les discours de haine ou l'apologie à la violence.

1. Liberté d'expression

On ne peut pas tout dire sur Internet sous prétexte d'anonymat.

La liberté d'expression, bien que large, connaît des **limites**.

2. Vie privée sur Internet

Droit à la protection contre les attaques ou interférences sur Internet.

Le **consentement éclairé** est requis pour tout traitement ou transmission de données.

La surveillance générale est **interdite** (sauf dans le cadre d'enquêtes pénales).

Les droits propres au numérique

1 Droit d'opposition

Permet de s'opposer à l'utilisation de vos données par un organisme pour un objectif précis.

2 Droit à l'oubli numérique

Possibilité de demander l'effacement de vos données sur les sites internet.

3 Droit d'accès

Permet de demander à un organisme s'il détient des données sur vous et d'y avoir accès.

4 Droit de rectification

Permet de demander la rectification des informations inexactes ou incomplètes vous concernant.

5 Droit au déréférencement

Permet de demander aux moteurs de recherche de ne plus associer un contenu préjudiciable à votre nom.

Protection des mineurs

Les États membres de l'UE peuvent fixer le curseur de majorité numérique **entre 13 et 16 ans**.

En France : 15 ans.

Sources

- CNIL (cnil.fr)
- Vie Publique
- Conseil de l'Europe (coe.int)
- Monsieur Yannick MENECEUR – Inspecteur de la justice, maître de conférences associé en droit du numérique
- Monsieur Emmanuel ENETTER – Enseignant chercheur spécialisé en droit du numérique (enetter.fr)